

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Service Comptable de l'État



Situation Mensuelle de l'Etat

Juillet 2011



Notes méthodologiques et glossaire	3
Commentaires	4
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice	6
Solde d'exécution budgétaire en gestion	7
Dépenses par Titres et Catégories	8
Dépenses par Missions et par Programmes.....	9
Recettes du budget général	13
Recettes fiscales	13
Recettes non fiscales	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours	17
Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes	18
Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....	19
Tableau des Flux de Trésorerie	20
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées	22
Dettes financières de l'Etat	23

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.
Les chiffres « exécutés » 2010 correspondent aux données publiées à l'époque.
Les chiffres « retraités » 2010 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées à la loi de finances 2011.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Période complémentaire

La période complémentaire correspond au délai imparti pour l'achèvement des recettes et des dépenses d'un exercice budgétaire qui sont en cours d'exécution à la fin de l'année civile

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de la communauté européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

Tableau des flux de trésorerie (TFT)

La trésorerie est l'ensemble des comptes composant les postes de trésorerie active et passive de la situation nette de l'Etat.

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Au 31 juillet 2011, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -86 573 millions €

En juillet 2010, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 93 522 millions €.

Dépenses brutes du budget général : 222 623 millions € contre 229 513 millions € en 2010

L'écart d'exécution des dépenses entre 2011 et 2010 (-6 890 millions €) s'explique par une augmentation des charges de la dette de 4 462 millions €, des dépenses d'investissement de 987 millions € (mission Défense notamment), des dépenses de fonctionnement de 560 millions € et des dépenses de personnel de 1 549 millions €.

Cet écart est partiellement compensé par une baisse des dépenses d'intervention de 12 961 millions € à la suite de moindres remboursements et dégrèvements d'impôts de 6 500 millions € (en particulier à la suite de la réforme de la TP) et de la suppression en 2011 de la Mission Plan de relance (1 526 millions € en 2010), ainsi que par une diminution des dépenses d'opérations financières de 1 491 millions € due aux investissements d'avenir en 2010.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors dépenses de personnel, remboursements et dégrèvements)*

- Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 11 372 millions € dont 10 892 millions € relatif au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » correspondant essentiellement à un abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

- Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5 090 millions € (essentiellement des subventions pour charges de service public) dont 3 231 millions € relatif au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 991 millions € relatif au programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

- Mission **Défense** : 1 792 millions € dont 957 millions € au titre du programme « Equipement des forces » (dissuasion nucléaire notamment) et 607 millions € relatif au programme « Préparation et emploi des forces » ;

- Mission **Ville et logement** : 1 372 millions € dont 1 261 millions € au titre des aides personnelles d'accès au logement.

Recettes brutes du budget général : 163 528 millions € contre 153 158 millions € en 2010

➤ *Recettes fiscales : 196 565 millions € contre 200 723 millions € en 2010*

Cette évolution s'explique notamment par le recouvrement de la CFE, CVAE, TSCA et TASCOS au profit des collectivités territoriales suite à la réforme de la TP (-9 633 millions €) et par le report de la date d'échéance de l'ISF en septembre cette année (-3 665 millions €). Ces effets sont partiellement compensés par une augmentation des recettes de TVA (+6 336 millions €) et d'IS (+981 millions).

○ *Les principales recettes du mois*

- Impôt sur le revenu : 2 385 millions €

- TVA : 15 849 millions €

➤ *Recettes non fiscales : 8 504 millions € contre 11 398 millions € en 2010*

Cette baisse des recettes non fiscales s'explique notamment par l'encaissement d'une recette exceptionnelle de 1 017 millions € en 2010, en application d'un jugement du Tribunal de l'Union européenne relatif au régime fiscal dérogatoire dont a bénéficié France Télécom entre 1994 et 2002.

Un décalage calendaire relatif aux prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la CDC (742 millions € fin juillet 2010) et le versement exceptionnel de la Société de Prise de Participations de l'Etat en 2010 pour soutenir le secteur bancaire pour 637 millions € sont les autres explications.

En juillet 2011, les recettes non fiscales enregistrent principalement les dividendes versés par la CDC pour 1 169 millions €, le Fonds Stratégique d'Investissement pour 190 millions €, la Poste pour 105 millions € et une partie de la Contribution de la CDC représentative de l'IS pour 359 millions €.

➤ *Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -43 409 millions € contre -60 290 millions €*

La diminution des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales résulte essentiellement de la suppression en 2011 de la compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (18 549 millions € à fin juillet 2010).

Solde des Comptes Spéciaux (hors FMI) : -27 478 millions € contre -17 167 millions € en 2010

Cette dégradation s'explique par les variations des soldes du compte d'avances aux collectivités territoriales (-13 113 millions €) suite à la réforme de la taxe professionnelle et du compte de « Prêts à des Etats étrangers » (-2 410 millions €) en raison du prêt octroyé à la Grèce partiellement compensées par une amélioration du solde du compte de « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (+4 874 millions €).

➤ *Les principales évolutions du mois*

Le compte d'Avances aux collectivités territoriales comptabilise en dépenses 7 472 millions € et en recettes 2 349 millions €.

Le compte de prêt à des Etats étrangers enregistre 1 168 millions € en dépenses (nouvelle tranche du prêt octroyé à la Grèce en particulier).

Le compte Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat enregistre 11 465 millions € en dépenses et 11 233 millions € en recettes (abondement du budget général essentiellement).

Dette financière au 31 juillet : 1 311 487 millions €

Les flux significatifs enregistrés au cours du mois de juillet concernent les OAT pour -5 134 millions €, les BTAN pour -9 787 millions € et les BTF pour +4 102 millions €.

Situation de la Trésorerie de l'Etat au 31 juillet : -81 102 millions €

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin juillet présente un solde créditeur de 81 102 millions €. Le décaissement net au titre du mois de juillet s'élève à 36 720 millions €.

Les principaux encaissements du mois de juillet sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 23 295 millions € et des émissions d'emprunts pour 24 116 millions €.

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses d'intervention pour 10 534 millions € (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment), de personnel pour 9 738 millions €, d'autres décaissements pour 8 520 millions € (avances aux collectivités territoriales principalement), des intérêts payés pour 7 498 millions € et des remboursements d'emprunts hors BTF pour 34 921 millions €.

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2011	2010 retraité	2010 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL**GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 014	1 014
Dépenses de personnel	69 941	68 392	69 691
Dépenses de fonctionnement	29 457	28 897	26 947
Charges de la dette de l'Etat	29 935	25 473	25 473
Dépenses d'investissement	6 228	5 241	5 241
Dépenses d'intervention	85 223	98 184	97 964
Dépenses d'opérations financières	821	2 312	2 312

Total des Dépenses	222 623	229 513	228 642
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Dépenses (hors R et D)	176 330	176 720	175 849
---	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	196 565	200 723	199 673
Recettes non fiscales	8 504	11 398	11 469
Prélèvements sur recettes	-43 409	-60 290	-60 290
Fonds de concours	1 868	1 327	1 327

Total des Recettes	163 528	153 158	152 179
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Recettes (hors R et D)	117 235	100 365	99 386
---	----------------	----------------	---------------

SOLDE GESTION N	-59 095	-76 355	-76 463
------------------------	----------------	----------------	----------------

GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :

0	0	0
----------	----------	----------

SOLDE GESTION N+1	0	0	0
--------------------------	----------	----------	----------

II. COMPTES SPECIAUX**GESTION COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	713	676	676
Comptes de concours financiers	-28 468	-17 927	-17 367
Comptes de commerce	252	93	93
Comptes d'opérations monétaires	2 037	-9	-9

SOLDE CS GESTION N	-25 466	-17 167	-16 607
---------------------------	----------------	----------------	----------------

SOLDE CS GESTION (hors FMI)	-27 478	-17 167	-16 607
------------------------------------	----------------	----------------	----------------

GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :

0	0	0
----------	----------	----------

SOLDE CS GESTION N+1	0	0	0
-----------------------------	----------	----------	----------

SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)	0	0	0
--	----------	----------	----------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année	-84 561	-93 522	-93 070
--	----------------	----------------	----------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)	-86 573	-93 522	-93 070
---	----------------	----------------	----------------

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2011	2010 retraité	2010 exécuté
---	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL
BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

Dépenses	3 188	5 546	5 546
Recettes	-219	1 473	1 473

SOLDE BUDGET N-1	-3 407	-4 073	-4 073
-------------------------	---------------	---------------	---------------

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 014	1 014
Dépenses de personnel	69 941	68 392	69 691
Dépenses de fonctionnement	29 457	28 897	26 947
Charges de la dette de l'Etat	29 935	25 473	25 473
Dépenses d'investissement	6 228	5 241	5 241
Dépenses d'intervention	85 223	98 184	97 964
Dépenses d'opérations financières	821	2 312	2 312

Total des Dépenses	222 623	229 513	228 642
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Dépenses (hors R et D)	176 330	176 720	175 849
---	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	196 565	200 723	199 673
Recettes non fiscales	8 504	11 398	11 469
Prélèvements sur recettes	-43 409	-60 290	-60 290
Fonds de concours	1 868	1 327	1 327

Total des Recettes	163 528	153 158	152 179
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Recettes (hors R et D)	117 235	100 365	99 386
---	----------------	----------------	---------------

SOLDE BUDGET N	-59 095	-76 355	-76 463
-----------------------	----------------	----------------	----------------

II. COMPTES SPECIAUX
BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

	6 934	7 426	7 426
--	-------	-------	-------

SOLDE CS BUDGET N-1	6 934	7 426	7 426
----------------------------	--------------	--------------	--------------

SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)	6 899	7 166	7 166
---------------------------------------	--------------	--------------	--------------

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	713	676	676
Comptes de concours financiers	-28 468	-17 927	-17 367
Comptes de commerce	252	93	93
Comptes d'opérations monétaires	2 037	-9	-9

SOLDE CS BUDGET N	-25 466	-17 167	-16 607
--------------------------	----------------	----------------	----------------

SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)	-27 478	-17 167	-16 607
-------------------------------------	----------------	----------------	----------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année

	-81 034	-90 169	-89 717
--	---------	---------	---------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)

	-83 081	-90 429	-89 977
--	---------	---------	---------

DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
TITRE 2				
Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL				
Rémunérations d'activité		41 230	40 731	41 560
Cotisations et contributions sociales		28 105	27 077	27 525
Prestations sociales et allocations diverses		606	584	606
TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL	117 419	69 941	68 392	69 691
AUTRES TITRES				
Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS				
		1 018	1 014	1 014
Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		10 706	9 797	9 798
Subventions pour charges de service public		18 751	19 100	17 149
Total des dépenses de fonctionnement		29 457	28 897	26 947
Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		29 935	25 473	25 473
Total des charges de la dette de l'Etat		29 935	25 473	25 473
Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		5 401	4 658	4 658
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		827	583	583
Total des dépenses d'investissement		6 228	5 241	5 241
Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION				
Transferts aux ménages		17 837	20 723	20 792
Transferts aux entreprises		46 298	50 005	49 893
Transferts aux collectivités territoriales		6 387	11 875	11 875
Transferts aux autres collectivités		14 242	15 558	15 381
Appels en garantie		459	23	23
Total des dépenses d'intervention		85 223	98 184	97 964
Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES				
Prêts et avances		698	50	50
Dotations en fonds propres		123	2 262	2 262
Dépenses de participations financières		0	0	0
Total des dépenses d'opérations financières		821	2 312	2 312
TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES	256 074	152 682	161 121	158 951
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL	373 493	222 623	229 513	228 642
Remboursements et dégrèvements	82 729	46 293	52 793	52 793
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)	290 764	176 330	176 720	175 849

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	3 013	1 686	1 689	1 588
Action de la France en Europe et dans le monde	1 847	949	975	975
Diplomatie culturelle et d'influence (2)	760	476	503	402
Français à l'étranger et affaires consulaires	347	242	211	211
Présidence française du G20 et du G8 (1)	59	19	-	-
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 564	1 398	1 462	1 462
Administration territoriale	1 719	930	938	938
Vie politique, culturelle et associative	190	112	155	155
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	655	356	369	369
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	3 763	1 936	2 648	2 480
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 074	963	1 572	1 402
Forêt	371	252	290	290
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	552	296	343	343
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	766	425	443	445
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 370	2 128	2 311	2 412
Aide économique et financière au développement	1 199	837	829	829
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 140	1 287	1 471	1 572
Développement solidaire et migrations	31	4	11	11
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 312	2 616	2 781	2 781
Liens entre la Nation et son armée	135	77	75	75
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (2)	3 063	2 490	2 637	2 637
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	114	49	69	69
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	599	316	321	321
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	339	170	174	174
Conseil économique, social et environnemental	37	38	37	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	223	108	110	110
CULTURE	2 780	1 459	1 567	1 722
Patrimoines	914	444	480	732
Création	777	460	493	536
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 089	555	595	454
DEFENSE	38 145	23 221	19 920	19 920
Environnement et prospective de la politique de défense	1 811	963	865	865
Préparation et emploi des forces	22 440	13 673	12 101	12 101
Soutien de la politique de la défense	3 185	1 352	1 207	1 207
Equippedement des forces	10 709	7 233	5 747	5 747
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	1 155	443	283	283
Coordination du travail gouvernemental	624	242	240	240
Protection des droits et libertés	92	45	43	43
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées (1)	439	156	-	-
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	10 851	5 800	6 033	6 045
Infrastructures et services de transports	5 303	2 533	2 704	2 704
Sécurité et circulation routières	57	8	13	13
Sécurité et affaires maritimes	135	66	49	49
Météorologie	198	147	144	143
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	357	163	174	174
Information géographique et cartographique	82	60	54	54
Prévention des risques	341	103	139	139
Energie, climat et après-mines (2)	750	487	542	542

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	3 628	2 233	2 214	2 227
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	-	-	0	0
Transport et urbanisme durables (3)	-	-	0	0
Véhicule du futur (3)	-	-	0	0
ECONOMIE	2 084	861	1 647	1 647
Développement des entreprises et de l'emploi	1 091	481	588	588
Tourisme	53	17	24	24
Statistiques et études économiques	448	263	230	230
Stratégie économique et fiscale	492	100	105	105
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	-	-	700	700
Développement de l'économie numérique (3)	-	-	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	47 324	30 859	26 586	26 586
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	45 382	29 935	25 473	25 473
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	687	459	23	23
Epargne	1 061	465	1 090	1 090
Majoration de rentes	194	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 782	36 899	36 376	36 376
Enseignement scolaire public du premier degré	18 043	10 638	10 391	10 391
Enseignement scolaire public du second degré	29 414	17 355	17 105	17 105
Vie de l'élève	3 877	2 543	2 477	2 477
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 086	4 401	4 423	4 423
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 071	1 201	1 199	1 199
Enseignement technique agricole	1 291	761	775	775
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	-	-	6	6
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 992	6 517	6 726	6 726
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 504	4 826	5 081	5 073
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus (3)	-	-	0	8
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	395	114	105	105
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	913	472	437	398
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	-	-	0	39
Facilitation et sécurisation des échanges	1 611	947	921	921
Entretien des bâtiments de l'Etat	344	42	58	58
Fonction publique	225	116	124	124
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	631	252	236	236
Immigration et asile	557	230	209	209
Intégration et accès à la nationalité française	74	22	27	27
JUSTICE	7 178	3 867	3 879	3 858
Justice judiciaire	2 968	1 555	1 646	1 646
Administration pénitentiaire	2 827	1 491	1 401	1 401
Protection judiciaire de la jeunesse	765	453	424	424
Accès au droit et à la justice	355	226	261	240
Conduite et pilotage de la politique de la justice	263	142	147	144
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (3)	-	-	0	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	1 411	758	548	367
Soutien à l'expression radiophonique locale (3)	-	-	0	6
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (2)	492	200	21	15
Action audiovisuelle extérieure	206	197	197	189
Presse	423	194	157	157
Livre et industries culturelles (1)	290	167	173	-

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
OUTRE-MER	2 041	1 064	1 212	1 212
Emploi outre-mer	1 349	789	790	790
Conditions de vie outre-mer	692	275	422	422
PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE	-	-	1 570	1 570
Programme exceptionnel d'investissement public (3)	-	-	49	49
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi (3)	-	-	1 320	1 320
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité (3)	-	-	201	201
POLITIQUE DES TERRITOIRES	375	88	100	100
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	318	83	94	94
Interventions territoriales de l'Etat	57	5	6	6
POUVOIRS PUBLICS	1 018	1 018	1 015	1 015
Présidence de la République	112	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	328	328
La Chaîne parlementaire	32	32	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	9	9
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
PROVISIONS	34	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	34	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	25 358	18 784	21 380	20 645
Formations supérieures et recherche universitaire	12 368	9 371	9 283	8 806
Vie étudiante	2 091	1 443	1 451	1 451
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 115	3 732	3 390	3 359
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 244	927	921	921
Recherche spatiale	1 390	1 194	1 103	1 103
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1 462	1 103	919	784
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	1 069	596	708	596
Recherche duale (civile et militaire)	196	126	130	130
Recherche culturelle et culture scientifique	124	87	61	80
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	205	195	195
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	-	-	0	0
Projets thématiques d'excellence (3)	-	-	2 550	2 550
Pôles d'excellence (3)	-	-	670	670
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	-	-	0	0
Nucléaire de demain (3)	-	-	0	0
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6 012	4 091	3 635	3 635
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 868	2 817	2 599	2 599
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	795	442	440	440
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 349	832	596	596
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 693	1 590	1 909	1 909
Concours financiers aux communes et groupements de communes	778	348	437	437
Concours financiers aux départements	498	309	353	353
Concours financiers aux régions	900	644	816	816
Concours spécifiques et administration	517	289	303	303

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	82 729	46 293	52 793	52 793
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	71 583	43 126	45 671	45 671
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	11 146	3 167	7 122	7 122
SANTE	1 227	550	717	717
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins (2)	582	318	364	286
Offre de soins et qualité du système de soins (3)	-	-	0	78
Protection maladie	645	232	353	353
SECURITE	16 879	9 529	9 316	9 316
Police nationale	9 109	5 150	5 044	5 044
Gendarmerie nationale	7 770	4 379	4 272	4 272
SECURITE CIVILE	463	177	248	248
Intervention des services opérationnels	289	118	118	118
Coordination des moyens de secours	174	59	130	130
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 400	7 207	7 320	7 171
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	689	121	535	535
Actions en faveur des familles vulnérables	246	127	134	224
Handicap et dépendance	9 909	6 003	5 608	5 608
Egalité entre les hommes et les femmes	21	6	15	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (2)	1 535	950	1 029	789
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	454	186	213	430
Sport	224	111	148	148
Jeunesse et vie associative	230	75	65	65
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative (3)	-	-	0	217
TRAVAIL ET EMPLOI	12 065	6 245	8 098	8 098
Accès et retour à l'emploi	6 480	3 359	4 849	4 849
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 717	2 451	2 752	2 752
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	87	37	38	38
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	781	398	459	459
Investissements dans la formation en alternance (3)	-	-	0	0
VILLE ET LOGEMENT	7 791	4 785	4 973	4 973
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 217	489	535	535
Aide à l'accès au logement	5 302	3 787	3 861	3 861
Développement et amélioration de l'offre de logement	647	89	163	163
Politique de la ville et du Grand Paris (2)	625	420	414	414
Rénovation thermique des logements (3)	-	-	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	373 493	222 623	229 513	228 642

(1) Programme créé en 2011

(2) Libellé de programme modifié en 2011

(3) Programme supprimé en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
11 - IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu	59 094	34 600	34 411	33 342
12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	6 032	2 557	2 490	1 806
13 - IMPOT SUR LES SOCIETES				
Impôt sur les sociétés	55 497	29 647	28 666	28 518
14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	519	302	268	268
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 865	3 866	3 301	3 301
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963 art 28-IV) (1)	0	0	-	-
Précabotpte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	4	26	26
Impôt de solidarité sur la fortune	3 800	277	3 942	3 942
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	33	165	165
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	102	81	93	93
Taxe sur les salaires (1)	0	0	-	-
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	206	577	577
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	15	7	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	10	11	11
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	41	46	30	30
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	3	596	596
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle - Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010 (2)	0	14	131	131
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	0	0	5 130	5 130
Cotisation foncière des entreprises	0	562	2 644	2 775
Recettes diverses	854	667	160	160
TOTAL (14)	10 256	6 078	17 083	17 214
15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 078	7 970	7 962	8 049
16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Taxe sur la valeur ajoutée	177 188	105 890	99 554	100 181
17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	414	266	215	215
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	168	111	100	100
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	14	60	195	195
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 081	1 067	478	478

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Mutations à titre gratuit par décès	7 218	3 923	3 955	3 955
Autres conventions et actes civils	340	225	210	210
Actes judiciaires et extrajudiciaires (1)	0	0	-	-
Taxe de publicité foncière	262	158	182	182
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	0	70	1 898	1 898
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	140	79	69	69
Timbre unique	145	63	45	45
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	294	236	228	228
Autres droits et recettes accessoires	6	3	5	5
Amendes et confiscations	70	121	27	27
Taxe générale sur les activités polluantes	221	158	223	223
Cotisation à la production sur les sucres	-	-	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs (1)	25	5	-	-
Contribution carbone	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	88	85	85
Autres droits et recettes à différents titres	4	12	177	177
Taxe sur les achats de viande	0	45	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	71	35	34	34
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	30	32	32
Taxe sur certaines dépenses de publicité	30	28	28	28
Taxe de l'aviation civile	75	22	13	20
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	804	361	361
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	24	1	21	21
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs) (2)	1 863	1 202	1 113	1 113
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	714	426	412	412
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	426	232	306	306
Prélèvements sur les paris sportifs (1)	129	56	-	-
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne (1)	62	40	-	-
Redevances sur les paris hippiques en ligne (1)	86	60	-	-
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	81	0	0
Autres taxes	183	116	144	144
TOTAL (17)	14 985	9 823	10 556	10 563
TOTAL DES RECETTES FISCALES	337 130	196 565	200 723	199 673
Remboursements et dégrèvements	82 729	46 293	52 793	52 793
TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)	254 401	150 272	147 930	146 880

(1) Ligne de recettes créée en 2011

(2) Libellé modifié en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3 198	2 840	3 174	3 064
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	506	453	510	510
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	4 200	2 345	2 465	2 276
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
TOTAL (21)	7 904	5 638	6 149	5 850
22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT				
Revenus du domaine public non militaire	260	116	133	133
Autres revenus du domaine public	60	103	29	29
Revenus du domaine privé	42	39	13	13
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	256	14	67	64
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	294	520	520
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	60	16	29	29
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	9	7	7
TOTAL (22)	1 845	591	798	795
23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget (1)	463	224	190	190
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	285	309	309
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	80	46	63	63
Produits de la vente de divers biens	3	0	0	0
Produits de la vente de divers services	205	28	63	63
Autres recettes diverses	20	7	10	10
TOTAL (23)	1 289	590	635	635
24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	514	226	96	96
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	31	9	8	8
Intérêts des autres prêts et avances	291	303	383	383
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	230	24	121	121
Autres avances remboursables sous conditions	11	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	3	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	13	7	7
TOTAL (24)	1 114	583	619	619

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation (1)	441	0	222	338
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	91	74	74
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	6	5	5
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	25	6	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	339	164	166	423
Frais de poursuite	120	56	60	60
Frais de justice et d'instance	12	0	1	1
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	1	1
TOTAL (25)	1 246	324	533	906
26 - DIVERS				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	600	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	965	0	742	742
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	119	1	119	119
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	115	67	61	61
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	17	5	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	418	284	241	241
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	82	49	62	62
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	32	29	17	17
Frais d'inscription	8	2	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	6	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	3	1	1	1
Récupération d'indus	43	21	15	15
Recouvrements après admission en non-valeur	270	114	122	122
Divers versements des Communautés européennes	38	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	21	27	27
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	0	0	0
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	190	82	92	92
Produits divers	39	9	18	18
Autres produits divers	160	84	1 128	1 128
TOTAL (26)	3 213	778	2 664	2 664
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	16 611	8 504	11 398	11 469

(1) Libellé modifié en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT				
31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 265	-24 071	-23 969	-23 969
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	-373	-373
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-26	-7	0	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-35	-20	-107	-107
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-363	-212	-342	-342
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-6 040	-3 523	-3 633	-3 633
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 836	-1 071	-1 201	-1 201
Dotation élu local	-65	-38	-38	-38
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-40	-23	-24	-24
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	-23	-23
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-292	-292	-292
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-190	-190	-190
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-386	-386	-386
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux	-172	-100	-165	-165
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	-118	-118
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-9	-9
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-2	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	-100	-100
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-18 549	-18 549
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement	0	0	-76	-76
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-2 530	-1 476	-	-
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (1)	-947	-553	-	-
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-419	-244	-	-
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	-115	-67	-	-
TOTAL (31)	-55 343	-32 275	-49 597	-49 597
32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 235	-11 134	-10 693	-10 693
TOTAL (32)	-18 235	-11 134	-10 693	-10 693
TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT	-73 578	-43 409	-60 290	-60 290
FONDS DE CONCOURS				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		1 683	1 146	1 146
Fonds de concours - coopération internationale		185	181	181
TOTAL DES FONDS DE CONCOURS	3 226	1 868	1 327	1 327
TOTAL GENERAL DES RECETTES	283 389	163 528	153 158	152 179
Remboursements et dégrèvements	82 729	46 293	52 793	52 793
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)	200 660	117 235	100 365	99 386

(1) Ligne créée en 2011

Unité : million d'€

Désignation	2011		2010 retraité		2010 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE						
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	171	801	93	212	93	212
Développement agricole et rural	74	97	82	94	82	94
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (2)	0	0	-	-	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	0	0	-	-	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	140	261	239	347	239	347
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	592	179	314	463	314	463
Pensions	29 148	29 370	28 354	28 642	28 354	28 642
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs (2)	0	130	-	-	-	-
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	30 125	30 838	29 082	29 758	29 082	29 758
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	75	30	148	67	148	67
Avances à l'audiovisuel public	1 879	967	1 822	884	1 822	913
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	307	133	340	120	340	120
Avances aux collectivités territoriales	51 721	25 987	32 897	20 276	32 897	20 807
Prêts à des Etats étrangers	5 841	361	3 455	385	3 455	385
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	124	4 001	1 006	9	1 006	9
Total des Comptes de Concours Financiers	59 947	31 479	39 668	21 741	39 668	22 301
COMPTES DE COMMERCE						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	344	342	249	341	249	341
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	81	81	61	50	61	50
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 366	1 366	1 232	1 232	1 232	1 232
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	166	332	101	15	101	15
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	32 365	32 449	27 901	28 094	27 901	28 094
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1	1	2	0	2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	22	24	45	41	45	41
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	72	76	367	281	367	281
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	13	11	11	8	11	8
Total des Comptes de Commerce	34 430	34 682	29 969	30 062	29 969	30 062
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES						
Emission des monnaies métalliques	58	83	86	87	86	87
Opérations avec le Fonds monétaire international	496	2 508	0	0	0	0
Pertes et bénéfices de change	13	13	14	4	14	4
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	567	2 604	100	91	100	91
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	125 069	99 603	98 819	81 652	98 819	82 212
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	124 573	97 095	98 819	81 652	98 819	82 212

Unité : million d'€

Désignation	2011	2010 retraité	2010 exécuté
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	630	119	119
Développement agricole et rural	23	12	12
Engagements en faveur de la forêt dans la lutte contre le changement climatique (2)	0	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	0	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	121	108	108
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0
Participations financières de l'Etat	-413	149	149
Pensions	222	288	288
Services nationaux de transport conventionnés des voyageurs (2)	130	-	-
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	713	676	676
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-45	-81	-81
Avances à l'audiovisuel	-912	-938	-909
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-174	-220	-220
Avances aux collectivités territoriales	-25 734	-12 621	-12 090
Prêts à des Etats étrangers	-5 480	-3 070	-3 070
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3 877	-997	-997
Total des Comptes de Concours Financiers	-28 468	-17 927	-17 367
COMPTES DE COMMERCE			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	-2	92	92
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	0	-11	-11
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	166	-86	-86
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	84	193	193
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	-2	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	-4	-4
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	4	-86	-86
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	-2	-3	-3
Total des Comptes de Commerce	252	93	93
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES			
Emission des monnaies métalliques	25	1	1
Opérations avec le Fonds monétaire international	2 012	0	0
Pertes et bénéfices de change	0	-10	-10
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	2 037	-9	-9
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	-25 466	-17 167	-16 607
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	-27 478	-17 167	-16 607

Unité : million d'€

	Juillet		Cumul au 31 Juillet 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	29 620	25 377	233 794	228 644	2,25%
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	79	94	372	531	-29,94%
	Autres recettes de fonctionnement	267	276	1 881	2 971	-36,69%
	Impôts et taxes encaissés	23 295	22 430	190 639	193 758	-1,61%
	Autres recettes régaliennes	472	475	3 235	2 942	9,96%
	Recettes d'intervention	22	1 223	307	3 076	-90,02%
	Intérêts et dividendes reçus	2 003	421	8 264	8 917	-7,32%
	Autres encaissements	3 482	458	29 096	16 449	76,89%
	Décaissements	49 118	50 607	311 742	313 897	-0,69%
	Dépenses de personnel	9 738	7 189	70 630	67 715	4,30%
	Achats et prestations externes payés	1 559	1 962	9 677	8 516	13,63%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	5 295	5 021	39 665	41 656	-4,78%
	Autres dépenses de fonctionnement	151	1 269	1 939	4 871	-60,19%
	Subventions pour charges de service public versées	5 389	5 197	18 567	17 506	6,06%
	Dépenses d'intervention	10 534	17 107	85 034	108 664	-21,75%
	Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	434	0	461	7	6485,71%
	Intérêts payés	7 498	6 978	28 441	25 589	11,15%
	Autres décaissements	8 520	5 884	57 328	39 373	45,60%
	Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	-19 498	-25 230	-77 948	-85 253	8,57%
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	2 059	4 363	12 871	10 587	21,57%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	695	940	5 303	3 307	60,36%
	Immobilisations financières	1 364	3 423	7 568	7 280	3,96%
	Cessions d'immobilisations	2 030	247	13 883	8 987	54,48%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	53	58	296	272	8,82%
	Immobilisations financières	1 977	189	13 587	8 715	55,90%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-29	-4 116	1 012	-1 600	163,25%	

Unité : million d'€

	Juillet		Cumul au 31 Juillet 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	24 116	17 642	152 998	141 926	7,80%
	OAT	11 103	12 029	91 337	92 058	-0,78%
	BTAN	9 093	8 196	57 072	59 131	-3,48%
	Solde des BTF	3 920	-2 583	4 589	-9 263	149,54%
	Remb. des emprunts (hors BTF)	34 921	26 724	79 588	71 677	11,04%
	Dettes négociables	34 921	26 724	79 005	68 632	15,11%
	OAT	16 049	658	38 162	17 251	121,22%
	BTAN	18 872	26 066	40 843	51 381	-20,51%
	Dettes non négociables	0	0	583	3 045	-80,85%
	Flux liés aux instruments financiers à terme	-271	75	-300	190	-257,89%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	-11 076	-9 007	73 110	70 439	3,79%	
Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	-6 117	653	8 090	9 351	-13,49%	
VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)	-36 720	-37 700	4 264	-7 063	160,37%	
TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)	-44 382	9 321	-85 366	-21 316	-300,48%	
TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)	-81 102	-28 379	-81 102	-28 379	-185,78%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2011			2010	
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin juillet	Situation fin juillet
D F T	Organismes d'assurance et de réassurance	2	626	627	1	0
	Caisse des Dépôts et Consignations	6 505	102 322	102 341	6 486	10
	<i>Organismes à caractère financier</i>	4	5 692	5 696	0	147
	La Poste	1	19	18	2	1
	Autres organismes à caractère financier	118	75 209	74 781	546	254
	<i>CEPL</i>					
	Régions	1 182	26 684	27 256	610	529
	Départements	4 208	56 422	58 215	2 415	1 106
	Communes	16 740	67 388	69 328	14 800	13 743
	Hôpitaux	3 864	50 576	51 851	2 589	3 266
	HLM	196	7 152	7 159	189	123
	Autres CEPL	14 568	64 493	65 464	13 597	11 834
	<i>Etablissements publics nationaux</i>					
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 770	93 946	92 162	30 554	7 632
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	8 665	18 306	19 065	7 906	2 181
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 078	19 644	19 029	1 693	287
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	444	5 383	4 742	1 085	1 077
	<i>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</i>	12 008	17 310	15 011	14 307	12 851
	<i>Communautés européennes</i>	2 007	15 728	16 526	1 209	440
	<i>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</i>					
	Fonds et Fondations	56	158	175	39	41
	GIP	206	1 090	1 102	194	226
	EPL	1 892	5 518	5 010	2 400	2 332
	Autres correspondants	2 929	18 169	14 966	6 132	3 845
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	26	0	26	0	0
Intérêts courus sur comptes DFT	189	0	63	126	0	
C A T						
<i>Placements des CEPL sur un compte à terme</i>	1 766	3 047	2 809	2 004	2 058	
<i>Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF</i>	0	0	0	0	0	
<i>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</i>	3 135	11 390	7 695	6 830	3 854	
<i>Intérêts courus sur comptes à terme</i>	8	0	8	0	0	
Total Passif (I)	110 567	666 272	661 125	115 714	67 837	
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1	
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	26	0	26	0	0	
Total Actif (II)	27	0	26	1	1	
SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)	110 540	666 272	661 099	115 713	67 836	

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2011			Exercice 2010		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin juillet	Situation fin juillet	
Dettes négociables (I)	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	815 753	95 261	42 027	868 987	790 290
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	226 080	56 973	40 616	242 437	221 391
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	187 138	242 333	236 551	192 920	204 857
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	Total dette négociable (I)	1 228 971	394 567	319 194	1 304 344	1 216 538
Dettes non négociables (II)	Titres non négociables	0	0	0	0	0
	Dettes exigibles :	242	301 976	301 978	240	247
	- OAT	0	32 856	32 856	0	0
	- BTAN	0	32 000	32 000	0	0
	- BTF	0	236 551	236 551	0	0
	- Autres titres non négociables	242	569	571	240	247
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
Total dette non négociable (II)	242	301 976	301 978	240	247	
Autres emprunts (III)	Total autres emprunts (III)	7 318	170	585	6 903	8 205
TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)	1 236 531	696 713	621 757	1 311 487	1 224 990	